

INDICES

MONTRÉAL



1924,41
(+20,55)
(+1,08%)

TORONTO



3634,98
(+40,59)
(+1,13%)

NEW YORK



3246,20
(+60,60)
(+1,90%)

DOLLAR CANADIEN



86,94¢
(-0,07%)

PÉTROLE (N.-Y.)



18,45\$
(-0,35%)

OR (N.-Y.)



354,60\$
(+0,80%)

À L'INTÉRIEUR

■ Dans l'énoncé d'un nouveau plan d'action, le ministère du Tourisme se fixe pour objectif le cap des 7,7 milliards de recettes réalisées au Québec en l'an 2000, soit de les doubler d'ici là. A cette fin, l'entreprise privée demeurera le pivot du développement touristique au Québec, a assuré le ministre André Vallerand, hier en conférence de presse.

Page C 2

■ C'est aujourd'hui qu'on saura si l'homme d'affaires Raymond Malenfant va perdre cinq des six établissements dont l'achat a été financé par la Banque Laurentienne.

Page C 3

Hydro-Québec et Terre-Neuve: aux politiciens d'agir

RUDY LE COURS

Les négociations entre Hydro-Québec et Newfoundland and Labrador Hydro (NLH), sa vis-à-vis terre-neuvienne, portant sur le développement du Bas Churchill sont terminées: il ne reste plus qu'aux parties d'obtenir l'aval de leur gouvernement respectif pour parapher un contrat.

Aucune rencontre entre elles n'est fixée ni même prévue pour le moment alors que durant toute l'année dernière les parties se sont rencontrées au moins une fois par mois.

De part et d'autre, Hydro et NLH se renvoient pour l'instant la balle, un petit jeu qui pourrait bien durer quelques semaines encore.

Chez Hydro, le vice-président exécutif par interim marchés externes Pierre Bolduc explique qu'un scénario global (portant notamment sur la quantité d'électricité, le prix, la formule d'indexation et la durée du contrat) est sur la table. En principe, affirme-t-il, une réponse de Terre-Neuve était attendue fin décembre. Le retard serait attribuable à la mise à la retraite du président de NLH Cyril Avery et à son remplacement par Dave Mercer le premier janvier.

M. Bolduc admet cependant que le conseil d'administration d'Hydro-Québec n'a pas encore été saisi du contenu de la proposition sur la table. «On attend la réponse de Terre-Neuve dans quelques semaines, au plus tard dans deux mois», ajoute-t-il seulement.

Chez NLH, la version est fort différente. «Nous attendons qu'Hydro-Québec nous fasse parvenir une lettre d'intention d'acheter de l'électricité pour pouvoir lancer les travaux» évalués à 10 milliards, affirme M. Donald Barrett, vice-président affaires corporatives.

On peut seulement déduire de ces deux versions que la balle est désormais dans le camp politique. En pareil cas, il faudra attendre le retour de la ministre de l'Énergie et des Ressources Lise Bacon, actuellement à l'étranger, pour en savoir davantage bien qu'Hydro-Québec ait tout avantage à gagner quelques semaines dans l'espoir que plusieurs dossiers se clarifient d'ici là.

L'enjeu est important pour Hydro-Québec. Le contrat avec

Terre-Neuve lui permettrait de mettre la main sur 2200 des quelque 3000 MW produits par les futures centrales de Gull Island et de Musk Rat dès 2001 ou 2002. Au fil des 25 ou 30 ans de vie du contrat, Hydro-Québec achèterait moins.

Ni Hydro-Québec, ni NLH ne voulaient confirmer hier la moyenne de 1600 MW.

Chose certaine, le fameux contrat négocié par feu Rolland Giroux et qui assure à Hydro-Québec pour une bouchée de pain la totalité des 5428 MW de la phase un de Churchill Falls jusqu'en 2041 aura servi de toile de fond à la négociation, au moins au chapitre des prix. «C'est sûr que nous avons apporté une attention toute particulière à l'indexation du prix initial», admet sans ambages M. Barrett.

Pour Hydro-Québec, un prix de base correspondant aux coûts d'évitement de NBR, soit 4,6 cents par kilowatt-heure, selon la déclaration faite par son président Richard Drouin devant le Cercle d'électricité du Québec en novembre 1990, paraît économiquement justifiable.

L'électricité de Gull Island et de Musk Rat est stratégiquement plus importante sans contrat d'exportation. En pareil cas, Hydro-Québec peut parallèlement poursuivre les travaux du complexe de Sainte-Marguerite, d'une capacité de 800 MW, à un coût de revient de 2,8 milliards ou 3,9 cents par kilowatt-heure. En pareil cas, le prix de revient moyen des deux sources d'électricité serait très près de celui de Grande-Baleine, évalué à 4,4 cents du kilowatt-heure... avant compensation aux Cris.

L'AMQ accuse Pierre Paradis de mettre un frein à la relance économique

LAURIER CLOUTIER

L'Association des manufacturiers du Québec (AMQ) a vertement dénoncé hier le ministre de l'Environnement, Pierre Paradis, l'accusant de mettre en panne la relance économique.

«Le coût des retards est colossal», déclare Richard Le Hir, vice-président et directeur général de l'AMQ, qui s'en prend à la «pagaille inimaginable» du ministère de l'Environnement, au moment où l'on évoque un remaniement ministériel.

De guerre lasse, il veut rencontrer le premier ministre Bourassa. L'absence d'une stratégie cohérente, estime-t-il, bloque le «développement durable», un équilibre entre économie et environnement, proposé par le ministre de l'Industrie, Gerald Tremblay, et endossé par l'AMQ.

M. Le Hir n'a jamais caché son opinion sur les «écologistes». Sa dénonciation d'hier s'ajoute à la grogne contre Pierre Paradis, que ce soit chez des écologistes ou même au cabinet du premier ministre.

«En 92, la confusion des lois en environ-

nement bloquera les décisions des compagnies et leurs choix de priorités. Le gouvernement du Québec, dont fait partie Pierre Paradis, ne sait pas ce qu'est le développement durable. Les grappes industrielles du bonheur deviennent les raisins de la colère lorsque Pierre Paradis crée le fouillis total», lance M. Le Hir.

Eric Hubar Meunier, son adjoint en environnement, rentre de Bavière où il a pu constater que l'Allemagne mise sur la concertation pour se donner des normes d'avenir, ainsi qu'un calendrier permet-

tant aux compagnies de planifier leur stratégie. «La Bavière ne joue pas au gendarme mais devient partenaire. Avec la judiciarisation, seulement les avocats font de l'argent», souligne-t-il.

L'AMQ ne demande pas un moratoire mais une transition. Elle dénonce le principe du pollueur payeur relativement aux terrains contaminés par le passé. Les compagnies ont alors respecté les lois de l'époque et tout le monde a profité du mirage de la croissance sans respect de l'environnement.

Steinberg: Michel Gaucher fait le point

DANNY VEAR

La seule dette bancaire de Socanav est passée de 558 à 162,4 millions en deux ans.



Michel Gaucher respire mieux. A la barre de Socanav depuis que Socanav en a fait l'acquisition le 22 août 1989, M. Gaucher était préoccupé jusqu'à maintenant par le remboursement d'une dette colossale de quelque 700 millions. Aujourd'hui, celle-ci est pratiquement sous contrôle. La seule dette bancaire de Socanav est passée de 558 à 162,4 millions en deux ans.

«Nous avons un plan détaillé. Il a bien failli déborder des rails à deux ou trois reprises. Mais, en bout de ligne, on a su trouver les bonnes solutions», a-t-il

confié, lors d'une entrevue à La Presse, installé dans son bureau, situé au 24^e étage de la Place Alexis-Nihon.

D'abord ingénieur et avocat, puis entrepreneur et armateur, Michel Gaucher s'exprime aujourd'hui en vieux routier de l'alimentation. «Certains disaient au moment de l'acquisition: il ne connaît rien dans l'alimentation. Peut-être... Mais je peux dire que j'apprends constamment». Depuis deux ans, il visite régulièrement les magasins Steinberg et scrute de près toutes les phases du plan de relance de l'entreprise.

Sous sa férule, Steinberg est devenu un grossiste en alimentation. Au cours des deux dernières années, on a cherché à réduire à tout prix les coûts d'opération de l'entreprise. Les 100 magasins de Steinberg ont ainsi été franchisés; les conventions collectives, rachetées; les salaires, diminués.

«Aujourd'hui, nos coûts d'opération sont aussi compétitifs que ceux de Métro et Provigo», note M. Gaucher. Des bannières sont venues s'ajouter à la bannière Steinberg traditionnelle: XTRA, Cinq Saisons, Econofrais laquelle sera jumelée à une autre bannière, Valdi. Selon lui, ces nouvelles bannières vont bien.

Avec XTRA et Valdi-Econofrais, Steinberg Québec souhaite répondre aux besoins d'une clientèle à la recherche d'achats. «Le consommateur veut payer

SUITE A LA PAGE C 2

Placements

MICHEL GIRARD

Bourse: la période de consolidation aura été de courte durée



Après une brève période de consolidation, le marché boursier est reparti en folie hier, la Bourse de New York établissant un nouveau record historique. Cette hausse, de plus de 60 points, n'écartera toutefois pas la possibilité d'une correction à court terme de l'ordre de cent points.

Cent points? A vrai dire, il n'y a rien là! Le Dow Jones a gagné plus de 350 points depuis la mi-décembre, pour approcher la barre des 3250 points. Une hausse de 12 p. cent, en l'espace d'un mois. Et encore plus surprenant, même la bourse canadienne, imaginez-vous, a profité de l'explosion du marché boursier américain pour offrir à ses investisseurs un super cadeau de fin d'année. Le TSE 300 de la Bourse de Toronto a bondi de quelque 8 p. cent au cours de cette lucrative période.

Que la bourse canadienne bondisse de huit p. cent, cela m'apparaît quasi normal. Pourquoi? Parce que le marché boursier canadien n'a rien foutu de bon au cours de 1991, ses deux principaux indices, le TSE 300 de Toronto et le XXM de Montréal, n'ayant grimpé que de 7,8 p. cent.

«L'une des plus piètres performances à

travers le monde, compte tenu que les indices du marché canadien accusaient au début de l'année 1991 un énorme retard sur les sommets enregistrés lors de l'été 1987.

Que la bourse américaine, elle, explose comme elle vient de le faire, là le phénomène sort de l'ordinaire en raison de la forte performance qu'elle a obtenue tout au cours de l'année 1991. Avant l'explosion amorcée à la mi-décembre, la bourse de l'Oncle Sam s'était déjà permise une nouvelle série de records.

De tous les indices américains, c'est le Dow Jones qui a obtenu la plus modeste hausse en 1991: 20,3 p. cent! L'indice S&P 500, lequel regroupe les 500 plus grosses sociétés ouvertes américaines, a terminé l'année avec un gain de 26,3 p. cent. Le Nasdaq, l'indice des PME américaines, a bondi de 56,8 p. cent. Oui 56,8 p. cent!

Correction attendue

La grande majorité des analystes boursiers croient que la correction sera brève et faible, et que le marché repartira par la suite vers de nouveaux sommets (objectif: 3600).

(Toutefois, il y a une poignée de «som-

bres» analystes techniques qui ne prévoient rien de moins qu'une catastrophe au cours de l'année 1992. On parle d'une correction potentielle de 1000 points, pour le Dow Jones, ce qui le ramènerait autour des 2200 points. Un autre krach quoi!

Ces «sombres» analystes conseillent aux boursicoteurs de ramasser leurs billes au plus vite ou de «shorter» le marché, c'est-à-dire de vendre des titres à découvert.

Mais dans la vraie vie, que fera le marché boursier en 1992? Ma philosophie d'investisseur est bien simpliste. Je prends pour acquis qu'à la Bourse tout peut arriver. Le Dow Jones pourrait perdre 500, 1000 points comme il pourrait gagner tout autant.

Qui avait prédit que le Dow Jones bondirait de 350 points en deux semaines et demie, 12 p. cent. Personne. Au moment où le Dow débutait sa fulgurante montée, à la mi-décembre, investisseurs et analystes se montraient plutôt pessimistes face à l'avenir à court terme du marché boursier. Maintenant, tout ce beau monde est optimiste.

Qui avait sérieusement prédit que le Dow Jones gagnerait 850 points (vous

avez bien lu) en un an, jour pour jour? Personne. Tout comme pour le krach de 1987: personne n'avait prédit avec exactitude une débâcle de 500 points en une journée.

Morale de ces secousses sismiques boursières: pour profiter des hausses surprises du marché boursier il faut être présent dans le marché, sinon on rate le bateau. Mais pour éviter d'y perdre sa chemise, il faut toujours rester les deux pieds sur terre et posséder un portefeuille bien diversifié. Et savoir vendre et encaisser une partie de ses profits quand un titre a fortement grimpé (à moins d'avoir des indications que le titre a encore plein de potentiel à la hausse).

Un marché dangereusement surevalué?

Après de 3250 points, le Dow Jones est-il si surevalué? Voilà la vraie question. Réponse: non. Pourquoi? Parce qu'à la bourse on anticipe des résultats financiers et des données économiques six mois d'avance.

A 3250 points, le Dow Jones se négocie présentement à plus de 32 fois les bénéfices encaissés par les compagnies lors des 12 derniers mois. C'est fou braque: cela représente deux fois le ratio cours-

/bénéfices acceptable pour les entreprises de grande envergure comme celles composant l'indice Dow Jones.

Mais attention! On est rendu à un stade où les ratios sur lesquels on doit se baser pour investir à la bourse doivent être déterminés en fonction de ceux que l'on obtiendra dans six mois ou un an. Compte tenu de la reprise économique anticipée par les investisseurs américains d'ici les six prochains mois et la potentielle remontée sensible des bénéfices en 1992 (plus de 30 p. cent), on estime à ce moment-là qu'au cours actuel les grandes sociétés américaines se négocient à des ratios relativement justifiables dans le cadre d'une véritable reprise économique.

Véritable reprise que l'on croit possible en raison du coup de pouce que vient de donner la Réserve Fédérale américaine en abaissant d'un point de pourcentage son taux d'escompte. Les taux d'intérêts ont maintenant atteint des niveaux extrêmement bas, ce qui devrait stimuler l'économie.

Evidemment, si la fameuse reprise économique (que l'on reporte de six mois en six mois) ne se matérialise pas, alors la attachez vos tuques et vos capines le marché risque de planter royalement...

Tourisme: Québec veut doubler les recettes en huit ans

PIERRE ROBERGE
de la Presse Canadienne

Dans l'énoncé d'un nouveau plan d'action, le ministère du Tourisme se fixe pour objectif le cap des 7,7 milliards de recettes réalisées au Québec en l'an 2000, soit de les doubler d'ici là.

A cette fin, l'entreprise privée demeurera le pivot du développement touristique au Québec, a assuré le ministre André Vallerand, hier en conférence de presse. Et de plus en plus, a-t-il dit, «le ministère agira à titre de partenaire plutôt que de bailleur de fonds».

Il a aussi tenu à rassurer des représentants du secteur privé, réunis au Palais des congrès: «Il est tout à fait exclu de fusionner avec d'autres ministères.» Une telle hypothèse vient d'être énoncée par des députés libéraux à Québec, fers de compression dans les dépenses de l'État.

En chiffres, le ministère dispose d'environ 100 millions en 1991-92, outre les quelque 7 millions de prêts en cours de la Société de développement industriel (SDI) dans le secteur du tourisme. Pour l'exercice débutant le 1er avril, M. Vallerand s'attend à un maintien, au moins, des enveloppes actuelles par le Conseil du Trésor.

Avec l'Ontario et les États-Unis pour cibles prioritaires, le poste publicité et promotion aussi devrait se maintenir à 20 millions. En Ontario, il est de 27 millions, soit autant per capita qu'au Québec.

Au printemps et à l'été de 1991, le ministère avait investi 2,1 millions, notamment de l'achat d'espace dans des quotidiens et revues spécialisées au Canada et aux États-Unis.

Une campagne de même ampleur doit se répéter en 1992, à quoi s'ajouteront 2,3 millions du

ministère consentis à la ville de Montréal pour la promotion de ses fêtes du 350^e dans ces marchés anglophones prioritaires.

Assouplissements

De plus des programmes d'aide au secteur privé seront assouplis, a indiqué le ministre, en rendant admissibles des lieux qui ne comprennent pas d'hébergement, par exemple les terrains de golf.

La SDI n'exclura plus les projets sans but lucratif de ses programmes. Le Québec devrait également tendre vers un effort aussi important que l'Ontario au chapitre des pourvoiries, a ajouté le ministre.

Le député de Crémazie a aussi reconnu que, pour attirer la clientèle du Japon, Montréal doit d'abord être reliée par vol direct à Tokyo comme Toronto, ce qui n'est pas encore le cas. Ceci sans rien dire de l'avantage géographique de l'Ouest canadien.

Par ailleurs le ministre n'en a pas parlé spontanément mais, à la question, il a répondu que son projet de casino, à Montréal, «n'est pas mort. Je veux le réactualiser, pour en faire une priorité.»

La classification des hôtels, motels, restaurants et autres lieux d'accueil passera comme prévu du ministère au secteur privé. Il appartiendra aux associations professionnelles de se polir et attribuer elles-mêmes des notes à leurs membres, peut-être dès l'été prochain, espère M. Vallerand.

À une question sur une concurrence déloyale que feraient des agences de France à des entreprises semblables du Québec, M. Vallerand a indiqué que l'Office de protection du consommateur «étudie ces temps-ci des plaintes». La section d'Acta (association canadienne des agences) au Québec tient également un dossier à ce sujet.

Écono-flashes

Réduction du bénéfice trimestriel chez VIDÉOTRON

■ Exploitant aussi des postes de télévision, dont CFTM-TV à Montréal, CJPMTV à Chicoutimi et le réseau Videoway, la compagnie de câblodistribution Groupe Vidéotron Ltée publie pour son premier trimestre complet en novembre un bénéfice de 2,1 millions qui équivaut à une perte d'un cent par action ainsi qu'un recul de 56 p. cent comparativement au profit de 4,8 millions, soit 6 cents l'action, réalisé au cours de la période antérieure correspondante. Le chiffre d'affaires est simultanément passé à 139,7 millions, un progrès de 13 p. cent sur 123,6 millions précédemment. Les administrateurs précisent que la rentabilité de Vidéotron, dont les activités canadiennes de câblodistribution et celles de Télé-Métropole ont été les plus satisfaisantes, a été atténuée par les coûts du lancement de Club Multi-Points Ltée ainsi que par les activités de câblodistribution au Royaume-Uni. L'amortissement du bénéfice reflète aussi l'augmentation des charges d'amortissement des frais d'amélioration des réseaux de télédistribution au Québec ainsi que la hausse des frais financiers inhérents aux investissements en Grande-Bretagne, ajoutent les dirigeants.

TELESAT MOBILE empruntera 270 millions

■ La compagnie Telesat Mobile Inc. fait savoir à Ottawa qu'elle s'est procurée un financement bancaire de presque 270 millions en vue de la création d'un service mobile de télécommunications dont un premier satellite doit être lancé en 1994 par la société française ArianeSpace. Un segment de 180 millions de l'emprunt proviendra d'un groupe de banques dirigé par la CIBC tandis qu'un autre groupe dirigé par le Crédit Lyonnais de France avancera 73 millions. La succursale française de la Banque Bruxelles-Lambert de Belgique fournira séparément 15 millions. Telesat Mobile est contrôlée à 50 p. cent par Telesat Canada, une entreprise de communications par satellite dont le Gouvernement du Canada possède la moitié. Au nombre des autres actionnaires de Telesat Mobile figurent Unitel Communications Holdings Inc., qui en détient 30 p. cent, ainsi que C. Itoh Group du Japon, qui contrôle 20 p. cent des actions. Unitel appartient conjointement au Canadien Pacifique et à Rogers Communications.

Telesat

Hausse de la production de papier journal

■ La production de papier journal au Canada a été de 699 000 tonnes en novembre, soit une augmentation de 5,2 p. cent sur les 664 000 tonnes fournies l'année d'avant durant la même période. Le rendement a atteint 81 p. cent de la capacité, comparativement à 79 p. cent en octobre ainsi qu'en novembre 1990, précise l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers. Pendant les onze premiers mois de 1991, la production de papier journal a diminué de 1,6 p. cent pour s'établir à 8,2 millions de tonnes contre 8,3 millions en 1990, le rendement industriel s'inscrivant à 86 p. cent comparativement à 89 p. cent l'année précédente. Les expéditions ont atteint 686 000 tonnes en novembre dernier, une baisse de 0,2 p. cent comparativement à 688 000 tonnes un an auparavant, les livraisons aux États-Unis diminuant de 512 000 à 478 000 tonnes dans un fléchissement de 6,8 p. cent. Au total pour les 11 premiers mois de l'an dernier, les expéditions ont été de 7,9 millions de tonnes contre 8,3 millions, un recul de 5 p. cent.

Un bon contrat pour M2S Electronique de Québec

■ Fondée en 1981 et employant 75 personnes, la société M2S Electronique de Québec voit un événement prometteur dans le contrat de 1,5 million que le seul fabricant canadien de satellites, Spar Aerospace Ltd de Toronto, lui a signé pour la fourniture de 170 convertisseurs d'hyper fréquences en bande C. Les appareils en question sont destinés au projet d'expansion et de modernisation du réseau de communications par satellite de la République populaire de Chine, dont Spar a été chargée en juin dernier. M2S Electronique précise que sa collaboration s'insère dans le cadre du programme de l'Incubateur spatial, une initiative conjointe du gouvernement du Québec et de Spar. Les administrateurs de M2S Electronique considèrent que l'exécution du contrat fournira à leur entreprise l'expérience nécessaire pour la pénétration des marchés de l'industrie spatiale ainsi que des systèmes terrestres de communication.

ZAVITZ a réduit sa perte annuelle

■ Produisant notamment un matériel électronique qui comprend des terminaux vidéo ainsi que des éléments de micro-ordinateurs et d'équipements de télécommunication, la société Zavitz Technologie Inc. annonce pour son année fiscale terminée en septembre une perte de 190 000 \$, soit 4 cents l'action, qui représente un redressement de 36 p. cent sur les 300 647 \$, ou 5 cents l'action, du déficit enregistré au terme de l'exercice antérieur. Les administrateurs rappellent que le premier semestre a permis un léger bénéfice mais que les résultats de la seconde période ont été négativement influencés par la division manufacturière de Georgetown, en Ontario, ainsi que par la liquidation des intérêts que Zavitz détenait dans une entreprise en Grande-Bretagne.

La récolte de bleuets fortement accrue en 1991

■ La récolte de bleuets au Québec a connu en 1991 une augmentation de 31,5 p. cent sur celle de l'année précédente, passant à quelque 10 206 tonnes contre 7760 tonnes en 1990 tandis que la valeur brute ne progressait que de 11,5 p. cent pour atteindre 10,5 millions comparativement à 9,4 millions précédemment, révèle le Bureau de la statistique du Québec. L'organisme mentionne aussi une augmentation de 15 p. cent dans la cueillette des pommes, de 10,5 p. cent dans celle des fraises et de 4 p. cent dans celle des framboises. Le BSQ signale en outre que les exportations de pommes fraîches ont aussi enregistré une majoration appréciable en passant de 4000 à 6600 tonnes, soit 65 p. cent, pendant que la valeur montait à trois millions, soit le double du montant de l'année précédente. Les services québécois de statistique sont gratuitement accessibles par téléphone en composant 1-800-463-4090.

Bureau de la statistique du Québec

Ferme redressement trimestriel de GOODFELLOW

■ Distribuant surtout des matériaux de construction, y compris du bois d'œuvre, la société Goodfellow Inc. de Delson annonce pour son premier trimestre un bénéfice de 702 000 \$, soit 20 cents l'action, qui se compare à une perte de 358 000 \$, ou 10 cents l'action, l'an dernier à la même époque. Les recettes comprennent toutefois un gain net extraordinaire de 559 000 \$ provenant de la vente d'une usine sise à Saint-Eustache. Le chiffre d'affaires a été de 38 millions, en hausse de 30 p. cent sur 29 millions précédemment. Prédissant une lente reprise hivernale mais un bon second semestre, un dirigeant de Goodfellow a souligné qu'une croissance de 26 p. cent de l'inventaire, passé à 24 millions en novembre contre 19 millions un an plus tôt, témoignait de la reprise et que les prix devraient se commencer à se relever.

GOODFELLOW

Loisirs FLETCHER vend une usine pour 3 millions

■ De son siège social à Dollard-des-Ormeaux, le Groupe de Loisirs Fletcher Inc. annonce qu'il a vendu pour environ trois millions l'actif intégral de la manufacture de vêtements imperméables qu'il exploitait jusqu'à présent à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse. Le produit de la transaction servira à réduire l'endettement de cette société au chiffre d'affaires de quelque 50 millions et qui distribue principalement des vêtements et de l'équipement sportif dans l'ensemble du Canada, entre autres les articles de marque MacGregor, Canadian Open, Fanatic, Gordiny et Pedigree, ainsi que les raquettes belges Donnay.

LE GROUPE DE LOISIRS Fletcher

Steinberg: Michel Gaucher fait le point...

SUITE DE LA PAGE C 1

moins cher. La nouvelle évolution dans l'alimentation, c'est le principe de l'entrepôt de vente direct, celui du Club Price», explique M. Gaucher. Aussi a-t-il un projet sur sa planche à dessin qui s'inspire du principe du Club Price.

Visiblement, M. Gaucher se plait dans son nouveau rôle d'épicier. Épicer? Le terme le hérisse

quelque peu. «Je crois qu'il est imprudent de qualifier un homme d'affaires. En chacun, on retrouve des qualités de base, la première étant la curiosité, le questionnement».

Avec des questions simples, Michel Gaucher a bousculé des habitudes bien ancrées. Ainsi plus personne ne goûtait les produits de marque maison chez Steinberg. Chez les Gaucher, on s'est vite attelé à la tâche. Verdict? Les quatre enfants de la maisonnée

n'aimaient ni les céréales, ni le beurre d'arachides, ni les confitures de marque Steinberg. «On a dû demander à nos fournisseurs de changer les recettes», explique M. Gaucher. La fabrication des biscuits aux pépites de chocolat ou de la confiture aux fraises n'a plus de secrets pour lui. Ces jours-ci, le consommateur trouve de nouveaux produits de marque maison sur le marché.

La restructuration

Outre la compression des coûts d'opération, Socanav devait faire face à la dure réalité de sa dette d'acquisition. Socanav avait versé 1,3 milliard pour mettre la main sur Steinberg. La Caisse de dépôt et de placement lui a acheté sa filiale immobilière, Ivanhoe. Miracle Food Mart, des parts de Sucre Lantic et de Club Price et de divers chaînes de restaurants ont été vendus. Récemment, Socanav se départissait de 27,27 p. cent de Valdi.

En ce moment, Socanav doit 162,4 millions à un consortium de quatorze banques et 50 millions à la Société de développement industriel. La Caisse de dépôt et de placement détient toujours des débetures de 90 millions convertibles en actions de Socanav d'ici 1994. «On remettrait ainsi de 20 à 30 p. cent de nos actions à la Caisse», souligne M. Gaucher.

Il n'est pas étonnant que certains l'aient accusé de présider au démantèlement d'un empire. Ancien actionnaire de l'entreprise, Arnold Steinberg lui-même a soutenu que l'empire Steinberg n'était plus l'ombre de ce qu'il était. Cinglant, Michel Gaucher rétorque que l'empire Steinberg n'a jamais existé.

«En fait, il s'agissait d'un empire immobilier et d'un pot-pourri d'entreprises de tous les secteurs sans vision stratégique. Avant l'acquisition, Steinberg se contentait de gérer un porte-feuille». M. Gaucher croit que le coup de barre qu'il a donné était nécessaire. Cette année devrait générer les premiers profits.

Un climat difficile

M. Gaucher s'inquiète du climat économique actuel. Avec la déconfiture de Raymond Malenfant, le sauvetage in extremis de Lavalin par SNC et le naufrage des Coopérants, Québec Inc. traverse une période difficile.

Toutefois, il refuse de s'alarmer et de sonner le glas des hommes d'affaires québécois. «Partout, la situation économique est difficile. On trouve des entreprises en difficulté en Ontario ou aux États-Unis — pas seulement au Québec». M. Gaucher invite ainsi à la prudence.

«Dans les années quatre-vingts, le Québec est tombé en amour avec les hommes d'affaires. Parce que certains vivent des problèmes, on ne doit pas se comporter comme une jeune fille qui aurait été trompée... Québec Inc. n'a jamais rien promis».

Un peu de politique...

M. Gaucher s'aventure avec réticence dans les eaux troubles du commentaire politique. «Le débat constitutionnel actuel est avant tout un débat d'hommes politiques», note-t-il. A peine ose-t-il avancer que, avec ou sans souveraineté, le Québec n'échappera pas au mouvement de déstructuration qui traverse l'économie canadienne. «Les prochaines années seront très dures», dit-il.

BANQUE LAURENTIENNE



Frank Dottori



Peter S. Janson

Monsieur Claude Castonguay, président du conseil d'administration de la Banque Laurentienne, est heureux d'annoncer les nominations de Monsieur Frank Dottori et de Monsieur Peter S. Janson à titre de membres du conseil.

Détenteur d'un baccalauréat en génie chimique et sciences appliquées de l'Université de Toronto, M. Frank Dottori a fondé l'entreprise Tembec Inc. à Temiscamingue en 1973 et en est le président et chef de la direction depuis 1979. Il est également vice-président de l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers et vice-président de l'Association des industries forestières du Québec.

Pour sa part, Peter S. Janson possède un baccalauréat en génie électrique de l'Université Queen's et compte plus de vingt ans d'expérience dans divers postes de direction au sein du Groupe ASEA. À la suite de la fusion d'ASEA et de BBC Brown Boveri en 1988, il est devenu le premier président et chef de la direction d'ASEA Brown Boveri Inc., la filiale canadienne d'ABB.

La Banque Laurentienne du Canada est membre du Groupe La Laurentienne, un chef de file dans la distribution de services financiers diversifiés au Canada et à l'étranger.

Commençant aujourd'hui

à Place Bonaventure

"SOLDE du Bon Vieux Temps"

90% DE RABAIS

sur les articles annoncés

Place Bonaventure

Ainsi que des milliers d'autres aubaines à 30%, 40%, 50%; 60% et 75% de réduction

15, 16, 17, 18 JANVIER

Procurez-vous la liste complète des articles à 90% de réduction durant le solde à Place Bonaventure

LA FLORIDE

UN RÊVE À LA PORTÉE DE LA MAIN...

• Un groupe d'hommes d'affaires québécois développe actuellement un secteur situé à 5 milles de l'aéroport de West Palm Beach.

- Projet de 238 maisons usinées: 125 déjà vendues à des Canadiens français
- Maisons usinées de deux chambres et deux salles de bain offertes à prix très abordables.
- Projet clé en main («Florida room», abri d'autos, climatisation centrale, paysage extérieur).
- 30 milles de Fort Lauderdale, 6 milles de la plage, longeant un terrain de golf et à proximité d'un superbe centre commercial.
- Possibilités intéressantes de financement.
- Service de location sur le site.

POUR INFORMATION OU DOCUMENTATION COMMUNIQUEZ AVEC:

LA PALOMA

9200 Military Trail
Boynton Beach, FL 33436

Tél.: (407) 732-1306

581, rue Notre-Dame #301
Repentigny (Québec) J6A 2V1

Tél.: (514) 585-5498



LE MONDE DE L'ORDINATEUR

Cégep de Saint-Laurent

**COMPTABILITÉ INFORMATISÉE
FINANCE
MARKETING**

Ouvrez grand la porte du commerce et de l'administration.

Inscription jusqu'au 17 janvier 1992
FORMATION DES ADULTES • 747-6616

625, avenue Sainte-Croix, Saint-Laurent • Métro Du Collège

POUR DÉVELOPPER DE NOUVELLES COMPÉTENCES

Cégep de Saint-Laurent

GÉNIE MÉCANIQUE

Perfectionnement pour les gens du métier:
Programmation manuelle en frisure,
Programmation assistée par ordinateur
(Smart Cam).

Inscription jusqu'au 17 janvier 1992
FORMATION DES ADULTES • 747-6616

625, avenue Sainte-Croix, Saint-Laurent • Métro Du Collège

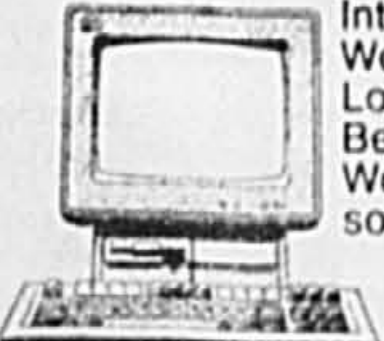
POUR DÉVELOPPER DE NOUVELLES COMPÉTENCES

Cours d'informatique au YWCA

Intro, Dos, WordPerfect, Lotus, dBase, Bedford, Windows Word et Excel sous Windows

Inscription: **955-7766**

Excel, gestion d'information
1355, RENE-LEVESQUE OUEST



À vous de jouer.

PARTICIPATION



Malenfant pourrait perdre cinq établissements



PRINCIPAUX CRÉANCIERS DU GROUPE MALENFANT

Garantis

Banque d'Amérique du Canada, Toronto	36345400\$
Banque Laurentienne du Canada, Montréal	19718200\$
La Great West, compagnie d'assurance, Montréal	18640700\$
Fiducie Desjardins Inc., Montréal	18628300\$
Fédération des caisses populaires	
Desjardins de Québec, Lévis	13245300\$
La Financière Coopérants prêts-épargne inc., Alma	6656100\$
Caisse populaire Laurier, Ste-Foy	4754100\$
Banque Toronto Dominion, Sherbrooke	4153900\$
Caisse populaire St-Frédéric de Drummondville	4057700\$
Les Immeubles Pentathlon, Saint-Léonard	3800000\$
Central Guaranty Trust, Québec	3542300\$
La Laurentienne-Vie Inc., Québec	3171200\$
Ville de Montréal (taxes foncières)	1989400\$
La Mutuelle des Fonctionnaires du Québec	1520000\$
Caisse populaire Loretteville Enr.	1364300\$
Ville de Winnipeg (taxes foncières)	1001000\$
Total de cette catégorie: 45	146884500\$

Privilégiés

Ville de Montréal	471300\$
Ville de Sainte-Foy	440500\$
Revenu Canada, Douanes et Accise, Québec	435489\$
Hydro-Québec, Montréal	229350\$
Hydro-Québec, Montréal	124223\$
Ville de Winnipeg	111000\$
Revenu Canada, Douanes et Accise, Montreal	103286\$
Total de cette catégorie: 46	2564590\$

Non garantis

Fernand Harvey & Fils Inc., Québec	522388\$
Ferblanterie Ouellet Inc., L. J. Pocatière	451924\$
Camilien Charron, Saint-Jean-de-Dieu	450000\$
Plomberie Laroche Inc., Ancienne-Lorette	376664\$
Eugène Lavoie Inc., Québec	306406\$
Bell Canada, Montréal	211129\$
Immocredit Inc., Montréal	150765\$
Sorel International Inc., Sorel	128400\$
J.-Claude Breton, Québec	100000\$
Malenfant-Lagacé Lorraine, Rivière-du-Loup	100000\$
Total de cette catégorie: plus de 850	5629779\$

Source: Propositions aux créanciers, 21 juin 1991

LISA BINSSE

■ C'est aujourd'hui qu'on saura si l'homme d'affaires Raymond Malenfant va perdre cinq des six établissements dont l'achat a été financé par la Banque Laurentienne.

En vertu d'une décision de la Cour supérieure, M. Malenfant a jusqu'à aujourd'hui pour refinancer ou vendre les cinq propriétés. S'il n'y arrive pas, la banque pourra alors faire ce qu'il faut pour prendre possession des établissements.

Après quoi, vendredi, le sort de l'empire Malenfant sera tiré au clair par les créanciers réunis à Québec pour se prononcer sur une proposition concordaire présentée le 6 janvier.

La Banque Laurentienne, qui doit rencontrer le syndic aujourd'hui à Québec, en principe en présence de M. Malenfant, s'est déjà engagée à ne pas s'opposer à la proposition si M. Malenfant respecte la décision du tribunal. Si M. Malenfant devait trouver une échappatoire pour s'y soustraire, la banque voterait contre la proposition.

Les cinq propriétés visées par cette décision sont l'hôtel-casino Fort Garry, de Winnipeg, l'Auberge Universel, de Pompano en Floride, le complexe Jacques-Gagnon, à Alma, et deux immeubles à bureaux à Rimouski. Le Manoir des Sables, à Orford, a été exclu.

19,7 millions

Au 21 juin 1991, le groupe Malenfant devait 19,7 millions de dollars à la Banque Laurentienne à titre de créancier garanti, (c'est-à-dire que l'institution financière détient un bien en garanti). A cette date, une somme de presque 147 millions était due à des créanciers garantis, dont six institutions financières. Le groupe doit aussi à la Banque Laurentienne une somme supplémentaire d'environ 1,5 million, mais cette fois à titre de créancier ordinaire et non garanti. Cette somme s'ajoute aux 5,6 millions de créances connues au 21 juin.

Dans la proposition concordaire

taire présentée aux créanciers au début de janvier, M. Malenfant offre un total de 40 cents sur chaque dollar dû, soit 10 cents payables d'ici le 31 août 1992, un autre 10 cents en août 1993 et 20 cents sous forme d'hébergement dans un de ses établissements hôteliers.

"Mieux que rien"

Et, il y a au moins une personne qui considère cette offre comme acceptable dans les circonstances. «C'est mieux que rien, de lancer Pierre Peladeau, président du conseil de Québecor. Ce n'est pas certain que les créanciers ne l'accepteront pas.»

Il souhaite que les créanciers donnent leur aval à cette proposition qui permettra à Raymond Malenfant de poursuivre ses activités. «Il a bâti une belle affaire, précise M. Peladeau, mais comme beaucoup d'autres hôteliers en période de récession, il s'est mis les pieds dans les plats.»

Par ailleurs, M. Peladeau a reconnu qu'il a été approché par M. Malenfant et qu'il a accepté de participer à un fonds pour aider l'homme d'affaires. «Si je peux faire un petit quelque chose... Mais ce n'est pas grand chose.» Assez pour le sortir du pétrin? Absolument pas! dit-il.

Mais l'inconnu demeure la décision que prendront les deux parrains de gouvernement face à la somme de plus de 8 millions que leur doit M. Malenfant en impôts. L'homme d'affaires conteste cette créance privilégiée (qui passe avant les créances ordinaires). Dans sa proposition, il demande à Revenu Canada et à Revenu Québec de différer leurs privilèges et d'accepter comme paiement un montant forfaitaire de 750 000 \$ le 31 août de chaque année à compter de 1993, en faisant fi des intérêts sur les impôts dus et des pénalités.

Advenant un refus et la faillite, les créanciers garantis vont récupérer leur mise, du moins en partie. Ce qui reste ira d'abord aux créanciers privilégiés et les créanciers ordinaires, s'ils sont chanceux, auront quelques grenailles.

TransCanada Pipelines

Avis de rachat de débetures

Aux détenteurs de débetures à fonds d'amortissement à 11 1/2 % de série F échéant le 20 janvier 1995, de TransCanada Pipelines Limitée.

Conformément aux dispositions de l'article 3.01 du cinquième acte bilatéral complémentaire conclu le 15 janvier 1975 entre TransCanada Pipelines Limitée (la «Société») et Compagnie Crown Trust (à présent Compagnie Trust Central Guaranty), fiduciaire, cet acte bilatéral s'ajoutant à l'acte de fiducie daté du 15 juin 1970, modifié et complété (l'«acte de fiducie») et conclu entre les mêmes parties, la Société est tenue de racheter, le 20 février 1992, toutes les débetures à fonds d'amortissement à 11 1/2 % de série F en circulation, échéant le 20 janvier 1995 (les «débetures de série F»), à un prix équivalant à 101,225 % du prix de rachat de toutes les débetures de série F. Les intérêts courus du 20 janvier 1992 au 19 février 1992 seront également payés à la date de rachat à un taux de 11 1/2 % par an pour 31 jours.

Les débetures à coupon de série F indiquées ci-dessous, payables au porteur, sous forme de coupures de 1 000 dollars et portant les lettres «FM», sont rachetées en totalité:

CERT. NO	CERT. NO	CERT. NO	CERT. NO	CERT. NO	CERT. NO
3019	13274	19867	32419	38985	44585
3020	13590	20162	32422	38986	45318
3038	14145	20494	32424	39036	45322
4131	14146	20497	32426	39427	45323
4224	14312	20531	32446	39429	45328
4297	15313	20904	32447	39450	45329
4298	15314	20905	32464	39431	45659
4563	15315	21313	32465	39435	46089
4956	15316	21314	32466	39438	46090
7325	15317	21662	32467	39439	46100
7327	15976	22327	32469	39440	46101
7328	16151	22780	32472	39442	46142
7330	16191	22782	32476	39443	46143
7331	16224	22783	32477	39444	46352
7333	16249	23033	32479	39445	46823
7334	16268	23536	32480	39448	46881
7335	17081	23537	32483	39561	46889
7339	17375	23548	35012	39592	46903
7342	17378	23549	35015	39572	46923
7541	17771	23550	35154	40829	47192
7543	17773	23551	35173	40832	47266
7545	17775	23580	35176	40834	47326
8054	17955	23581	35275	40835	47328
8697	18253	23910	35282	40838	47330
9153	18260	23911	35289	40840	47345
9224	18262	23912	35290	40841	47347
10101	18297	25478	35671	40844	47348
10102	18300	27023	35672	40847	47349
10103	18366	27024	35673	40851	47441
10106	18511	28939	37303	41316	47442
10107	18513	28949	37304	41797	47470
10108	18660	28950	37509	42524	47472
10115	18843	28951	37511	42589	47473
10119	18844	30477	37666	42593	47474
10120	18847	30857	37670	42594	47763
10126	18849	30930	37673	42596	47764
10127	18860	30993	37937	42598	47837
10439	18862	31895	37939	43306	47838
10777	18863	32098	38390	43979	49582
10783	19099	32099	38521	44202	49584
11421	19167	32100	38523	44204	49586
11423	19172	32101	38524	44205	49587
12281	19174	32102	38525	44231	49588
12550	19175	32361	38529	44232	49593
12605	19398	32362	38530	44315	49597
13215	19513	32409	38537	44316	49598
13216	19678	32410	38983	44317	
13271	19679	32411	38984	44318	

Par conséquent, le prix de rachat de chacune des débetures de série F deviendra exigible le 20 février 1992 et après cette date les débetures cesseront de rapporter de l'intérêt. Le capital nominal ne sera versé en totalité que si les coupons d'intérêt datés des 20 juillet 1992, 20 janvier 1993, 20 juillet 1993, 20 janvier 1994, 20 juillet 1994 et 20 janvier 1995 sont joints aux certificats portant les lettres «FM». Si l'un de ces coupons manque, le détenteur recevra le montant nominal diminué du montant du coupon d'intérêt manquant.

Sur présentation et remise des débetures accompagnées du présent avis, le prix de rachat des débetures de série F susmentionnées sera versé, au porteur, en monnaie légale du Canada dans le cas des débetures de série F non immatriculées, à toute succursale au Canada de la Banque Royale du Canada ou de la CIBC, au gré du détenteur. Vous pouvez également présenter vos débetures de série F, accompagnées du présent avis, à l'établissement financier au Canada avec lequel vous faites normalement affaires; ce dernier se chargera d'encaisser le montant pour votre compte.

FAIT LE 15 JANVIER 1992

TransCanada Pipelines

par Compagnie Trust Central Guaranty, fiduciaire

Fleet Aerospace nie avoir reçu une offre de Promavia

■ Connue surtout pour ses activités de sous-traitance dans l'industrie aérospatiale, la société Fleet Aerospace Corp., de Sainte-Catherine, en Ontario, a nie avoir reçu une offre de participation d'un homme d'affaires du nom de Philippe Delhamende ou de la compagnie

dont il est administrateur, Promavia International Corp. Fleet réagissait à l'article d'un journal financier suggérant que Promavia aspire à prendre une participation majoritaire dans Fleet, selon qui Delhamende se borne plutôt à envisager un achat d'actions de l'en-

treprise. Fleet dit n'avoir eu d'entretien avec Delhamende qu'en novembre, époque où ce dernier s'est d'ailleurs enquis de l'aptitude de Fleet à fournir des composants d'un avion d'entraînement dont Promavia étudie la fabrication.

BONNE ANNÉE MONTRÉAL

« En 1992, accroissons ensemble la compétitivité de nos entreprises : formation, partenariat et qualité totale. »



Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, le plus important réseau de gens d'affaires du Grand Montréal, et les commanditaires de la Réception du Nouvel An s'associent afin de vous offrir leurs meilleurs vœux pour la nouvelle année.



L'ASSOCIATION DES BRASSEURS DU QUÉBEC



LAVERY DE BILLY

enRoute

CENTRE DES FEMMES
DE MONTRÉAL

ELAINE TEOFILOVICI

La présidente, Dr Linda Snell, ainsi que les membres du conseil d'administration ont l'honneur d'annoncer la nomination de Madame Elaine Teofilovici m.a. à titre de directrice générale du Centre des femmes de Montréal.

Madame Teofilovici qui travaille au Centre des femmes de Montréal depuis 1985 occupait le poste de directrice des programmes de formation et de main-d'œuvre. Elle succède à la fondatrice du Centre, Madame Mona Forrest. Le Centre des femmes de Montréal est le plus grand centre de femmes au Canada et est une organisation modèle qui innove et adapte ses services constamment afin de répondre aux besoins changeants des femmes.

La majorité des gens d'affaires ne débordent pas d'optimisme

Presse Canadienne

■ Une majorité de gens d'affaires membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) ont une opinion négative du contexte économique et politique qui prévaut actuellement au Québec.

C'est ce qui ressort du dernier sondage semestriel mené par le CPQ auprès de ses membres au cours du mois de décembre et dont les résultats ont été rendus publics hier.

Pour 67 p. cent des répondants, le climat économique général est mauvais ou très mauvais alors que seulement 10 p. cent le trouve bon ou très bon. Il y a quatre ans, 88 p. cent des gens d'affaires consultés dans le cadre d'une enquête semblable avait dit trouver le climat économique bon ou très bon.

Aucun changement

Invités à faire des prévisions quant à l'évolution du climat économique au cours des six prochains mois, 57 p. cent des chefs d'entreprises ont répondu qu'ils ne s'attendaient à aucun changement, 28 p. cent ont prédit qu'il y aura une amélioration tandis que 15 p. cent prévoient une détérioration.

Dans le cadre de cette enquête, l'organisme patronal a fait parvenir un questionnaire à 450 présidents, vice-présidents et directeurs exécutifs des entreprises membres corporatives du CPQ. Les représentants de 180 entreprises ayant à leur emploi un total de quelque 206 000 travailleurs, ont répondu.

« Ces résultats constituent une excellente indication de l'humeur générale actuelle des chefs d'entreprises au Québec », a noté le président du CPQ, M. Ghislain Dufour.

Les gens d'affaires sont également pessimistes quand il est question du contexte politique au Québec et au Canada.

Soixante-quatre pour cent estiment que le contexte politique au Québec est mauvais ou très mauvais, tandis que neuf pour cent le trouvent bon ou très bon.

Quant au contexte politique canadien, ils estiment dans une proportion de 81 p. cent qu'il est mauvais ou très mauvais alors que seulement deux pour cent jugent qu'il est bon ou très bon.

Cinquante-neuf pour cent des répondants prévoient que le climat politique demeurera le même au Québec au cours des six prochains mois, 33 p. cent prévoit

une détérioration et huit pour cent une amélioration.

Leurs prévisions sont sensiblement les mêmes au niveau de la politique canadienne; 55 p. cent ne s'attendent à aucun changement, 39 p. cent croient qu'il y aura détérioration et six pour cent estiment que la situation politique devrait s'améliorer.

Déficit

Invités à identifier trois priorités d'action que devraient se donner tant le gouvernement fédéral que le gouvernement provincial, les chefs d'entreprises ont fait état, en ce qui concerne le Québec, de la réduction du déficit, du contrôle des dépenses publiques et de la réduction des impôts des particuliers. Outre la réduction du déficit et le contrôle des dépenses publiques, le gouvernement fédéral devrait de son côté, estiment-ils, abaisser le taux de change du dollar et trouver une solution à l'interminable débat constitutionnel.

« Alors que 80 p. cent de la population, selon le dernier sondage CROP-CPQ, souhaitent que les politiciens parlent d'économie et non de constitution, ceux-ci demeurent toujours monopolisés par le dossier constitutionnel. Cela n'a tout simplement pas de sens », a commenté M. Dufour.

Birks pourrait réviser son plan de restructuration

VALÉRIE BEAUREGARD

■ Des ventes inespérées juste avant Noël pourraient retarder les projets de fermeture que Birks entreprend pour certains de ses magasins satellites.

Alors qu'on s'attendait à voir le chiffre d'affaires baisser de 12 p. cent pendant les fêtes, la chaîne de bijoux a enregistré une diminution de seulement 1,7 p. cent de ses ventes.

« Les quatre derniers jours ont été incroyables! affirme le chef

de la direction, William Meder. Nous n'avions jamais vu ça. »

Depuis le 1er octobre, le chiffre d'affaires de Birks accuse un recul de 2,1 p. cent comparativement aux résultats de l'an dernier, à pareille date, ce qui reste raisonnable compte tenu de la situation dans le secteur des ventes au détail.

À la mi-décembre, M. Meder avait laissé entendre que la compagnie pourrait fermer 10 magasins. « Peut-être 12, peut-être 8 », au cours des deux prochaines années.

M. Meder a dit hier lors d'un entretien téléphonique qu'aucune décision n'avait encore été prise à ce sujet. « Je ne crois pas qu'on devra en fermer autant que ça (une douzaine)... mais il y en aura (des fermetures). »

Il y a plus de 40 ans, l'entreprise avait misé sur la popularité des centres commerciaux pour multiplier le nombre de ses succursales. Mais la situation économique l'oblige à changer sa façon de faire.

M. Meder rappelle que chaque établissement sera examiné de près quand son bail expirera mais qu'aucun ne venait à échéance avant le mois de mars. « Quand

un magasin n'est plus rentable, nous le fermons », avait-il expliqué en décembre.

La compagnie exploite 168 établissements au Canada, dont 84 magasins portant le nom de Henry Birks & Sons.

Lucas déménage

Par ailleurs, les joailliers Lucas quitteront au cours des prochaines semaines leur emplacement de la rue Sherbrooke, où ils s'étaient établis en 1945, pour s'installer au 5^e étage chez Ogilvy.

Entre-temps, la marchandise du magasin de la rue Sherbrooke est vendue en solde.

Grilli est prêt pour la reprise dans l'immobilier résidentiel

VALÉRIE BEAUREGARD

■ Le Groupe immobilier Grilli est prêt pour la reprise dans le secteur de la construction résidentielle qui pourrait se faire sentir de cette année. Au Québec, l'entreprise possède 1675 terrains sur lesquels elle pourrait construire des résidences unifamiliales demain matin.

« On est plus préparé que n'importe qui dans le résidentiel. On y a investi l'énergie et les ressources financières nécessaires », a déclaré un membre du conseil d'administration, M. Luc Henrico, quelques heures avant l'assemblée annuelle des actionnaires qui se tenait hier après-midi.

« De nos jours, dit-il, ce sont les promoteurs immobiliers qui financent les services publics (égouts, etc.), ce qui rend les choses plus difficiles pour les petits promoteurs. »

Grilli a obtenu les autorisations d'usage sur un bon nombre de terrains et attend que la demande se confirme pour construire

re à Sainte-Anne-de-Bellevue (300 terrains), à Pierrefonds (250 terrains), à l'Île Bizard (450 terrains), à Blainville (375 terrains) et à Varennes (300 terrains).

Sans vouloir donner beaucoup de précisions, M. Henrico dit prévoir de meilleurs résultats financiers en 1992 qu'en 1991 pour le groupe Grilli.

Durant le dernier exercice financier, les activités de construction résidentielle du groupe ont baissé de 52 p. cent et celles entourant la mise en valeur de terrains ont diminué de 75 p. cent. Le chiffre d'affaires de ce secteur d'activité en 1990 incluait cependant une vente de 30 millions à la Communauté urbaine de Montréal. En ne tenant pas compte de cette vente extraordinaire, la baisse n'est que de 7 p. cent.

Bien qu'il prévoit un regain de vie dans la construction résidentielle en 1992, M. Henrico demeure prudent. Il y a tellement de facteurs qui peuvent influencer une reprise, dit-il, du contexte politique au montant de la dette fédérale.

Vos impôts

Votre premier calendrier fiscal pour 1992

Michel Lanteigne, ca

Associé, Caron Belanger Ernst & Young

■ Votre planification fiscale devrait retenir votre attention tout au long de l'année. Afin de vous aider à trouver les idées et à déterminer les mesures de planification qui réduiront vos impôts personnels pour 1991 ainsi qu'à planifier vos impôts personnels pour 1992, nous vous présentons un calendrier de planification fiscale trimestrielle (de janvier à mars).

Au début de chaque trimestre, nous vous proposerons un tel calendrier, qui énumérera certaines stratégies importantes de planification fiscale à mettre en œuvre au cours de la période en question. Nous espérons qu'ils vous seront utiles.

Pour être efficaces, vos stratégies de planification fiscale doivent concorder avec vos objectifs financiers personnels. En outre, vous devriez revoir régulièrement ces stratégies afin de vous assurer qu'elles tiennent compte des nouvelles possibilités et restrictions.

Calendrier de planification

● Versez vos cotisations à votre régime enregistré d'épargne-retraite (REER) pour 1991 et transférez jusqu'à concurrence de 6000 \$ de votre revenu de pension périodique dans le REER de votre conjoint, au plus tard le 29 février 1992.

● Le revenu de pension périodique provenant d'un régime de pension agréé ou d'un régime de participation différée aux bénéfices est admissible au transfert au REER de votre conjoint, mais les prestations reçues de la sécurité de la vieillesse, du RRQ et les pensions étrangères ne le sont pas.

● Versez vos cotisations de 1992 à un REER tôt dans l'année pour profiter au maximum de la protection de votre revenu contre l'impôt.

● Songez à effectuer la cotisation excédentaire de 8000 \$ à votre REER.

● Informez votre employeur avant la fin de février afin de réduire les frais pour droit d'usage, si 90 p. cent de la distance parcourue dans la voiture fournie par votre société au cours de l'année précédente l'a été à des fins d'affaires et si moins de 12 000 kilomètres ont été parcourus à des fins personnelles.

● Demandez à votre employeur de remplir la formule

T2200, si vous utilisez votre automobile pour votre emploi et si vous souhaitez déduire les frais.

● Payez les intérêts sur les prêts aux employés au plus tard le 30 janvier afin de réduire votre avantage imposable pour l'année antérieure.

● Payez les intérêts sur les prêts interfamiliaux au plus tard le 30 janvier pour éviter l'attribution du revenu.

● Préparez et produisez les T4 et le relevé 1 des employés et les sommaires avant la fin de février.

● Rassemblez vos feuillets d'impôt en vue de la préparation de vos déclarations d'impôt sur le revenu personnelles: feuillets T4 et T4A, relevé 1, feuillets T5 et T600, feuillets relatifs aux REER, reçus de dons, reçus de frais médicaux, documents de courtoisie, information sur les biens locatifs et information sur les abris fiscaux.

● Encouragez les membres à charge de votre famille à rassembler leurs feuillets de renseignements fiscaux. Pour demander le crédit pour frais de scolarité et d'études, il faut obtenir les formules T2202 ou T2202A et TP-697 de l'établissement d'enseignement.

● Produisez vos déclarations d'impôt sur le revenu le plus tôt possible, si vous vous attendez à recevoir des remboursements d'impôt.

● Calculez vos impôts à payer pour l'année en cours et versez vos premiers acomptes provisionnels dus le 15 mars.

● Mettez à jour le registre relatif à votre automobile.

● Présentez une demande de réduction d'impôts retenus à la source, si vous êtes un employé et si vous avez fait d'importantes dépenses déductibles d'impôt.

● Produisez des déclarations de fiducie (généralement avant le 30 mars) et faites le choix des bénéficiaires privilégiés, s'il y a lieu.

● Prévoyez suffisamment d'argent pour effectuer les paiements d'impôt en avril.

Conclusion

Ce calendrier vous a probablement permis de relever un certain nombre de mesures applicables dans votre cas. Vous pouvez passer à l'action dès maintenant, sans oublier qu'une planification fiscale efficace est un travail qui s'étend sur toute l'année. Une consultation périodique de notre calendrier fiscal facilitera la gestion de vos impôts personnels.



GROUPE HBA EXPERTS-CONSEILS INC.

Le Groupe HBA experts-conseils inc. est une firme d'ingénieurs-conseils possédant 30 ans d'expérience et établie dans 6 villes au Québec. Elle œuvre principalement sur le plan provincial, national et international, via différents filiales identifiées au Groupe. Ses principaux créneaux d'activités sont: le bâtiment, l'industrie, l'environnement, le municipal, le transport, l'énergie (transport, distribution et centrale) et l'agriculture.

Le Groupe HBA est à la recherche de candidat(e)s pour combler les postes suivants à Drummondville et à Montréal.

INGÉNIEUR(E) EN ÉLECTRICITÉ (Commande et protection ou appareillage)

Le poste est permanent et consiste à réaliser les schémas de principe des projets confiés; à préparer les plans et devis pour des appels d'offres; à assurer le suivi technique et l'assurance-qualité.

La personne recherchée devra être membre de l'O.I.Q. et avoir réalisé des projets de modifications de postes de transport ou de réparation ou de centrales hydroélectriques sur une période minimale de 3 ans. L'ingénieur(e) devra également posséder des aptitudes à diriger du personnel.

TECHNICIEN(NE) EN ÉLECTRICITÉ (Commande et protection)

Le poste est permanent et consiste à réaliser les schémas de principe à partir des rapports, des instructions reçues et des normes en ingénierie; à réaliser les plans de fileries et de raccordements des équipements électriques et collaborer à la rédaction des devis d'appels d'offres; participer au suivi technique des projets et au contrôle de la qualité.

La personne recherchée devra posséder un D.E.C. en électrotechnique et avoir réalisé des projets de modifications de postes de transport ou de réparation ou de centrales hydroélectriques sur une période minimale de 5 ans.

Nous offrons de bonnes conditions de travail, ainsi qu'une vaste gamme d'avantages sociaux.

Le salaire sera établi en fonction de l'expérience et de la formation académique des candidats.

Les personnes intéressées à poser leur candidature pour ces postes sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse ci-dessous.

Vice-président de l'administration
et des ressources humaines
Groupe HBA experts-conseils inc.
150, rue Marchand, bureau 600
Drummondville (Québec)
J2C 4N1

PROFESSEUR(E) EN TECHNIQUES D'ANALYSE D'ENTRETIEN

Le Cégep de la Gaspésie et des îles est à la recherche d'un(e) professeur(e) pour combler la charge pleine (100%) suivante en techniques d'analyse d'entretien, à la session d'hiver 1992:

- Installation et entretien des réseaux hydrauliques et pneumatiques;
- Installation et entretien de mécanique industrielle;
- Santé et sécurité.

EXIGENCES:

Bacc. en ens. professionnel avec D.E.C. en techniques d'analyse d'entretien ou bacc. en mécanique ou en production automatisée de l'E.T.S. avec D.E.C. en techniques d'analyse d'entretien ou bacc. en mécanique avec expérience pertinente en entretien industriel.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et des relevés de notes, devront être soumises au plus tard le 24 janvier 1992 au:



SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
Cégep de la Gaspésie et des îles
C.P. 590
Gaspé (Québec)
G0C 1R0

Notre compagnie se classe parmi les plus importantes entreprises de l'Estrie dans le domaine des services et des produits sanitaires desservant la restauration, les institutions et l'industrie. Nous recrutons un

REPRÉSENTANT(E) DES VENTES

Responsabilités:

— Promouvoir nos produits et services et conseiller la clientèle de façon judicieuse;

Qualifications requises:

- De 2 à 3 années d'expérience dans la vente;
- Sens des responsabilités et de l'organisation;
- Aptitudes pour la communication;
- Dynamisme et ambition;
- Bilinguisme.

Seul(e)s les candidat(e)s convoqué(e)s en entrevue recevront un accusé de réception.

Si intéressé(e)s, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 23 janvier 1992 à l'adresse suivante:

Nettoyeur Shefford Inc.
165, rue St-Hubert
Granby (Québec)
J2G 5M7

a/s de Suzanne D. Jolicoeur

G.L.C. Canada Inc.
REPRÉSENTANT DES VENTES SENIOR

G.L.C. Canada, un important manufacturier canadien d'électrodes de graphite ayant sa place d'affaires au Québec, est à la recherche d'un représentant des ventes senior.

Le candidat recherché est bilingue et possède de 5 à 10 ans d'expérience dans l'industrie de l'acier, des fonderies, des abrasifs et de la métallurgie. De plus, il possède un diplôme universitaire en ingénierie ou en marketing.

La compagnie offre un salaire et des avantages sociaux très compétitifs; le poste est situé à Montréal et une automobile est fournie.

Ce poste de niveau senior constitue une occasion d'occuper un jour un poste de direction.

S.v.p. faire parvenir un résumé de vos qualifications et expérience à:

Directeur des Ventes
G.L.C. Canada Inc.
2000, rue Peel
suite 760
Montréal, Québec
H3A 2W5

PORTE-PAROLE
NATIONALPOUR L'ASSOCIATION CANADIENNE
DES BANQUES ALIMENTAIRES (ACBA)

L'EMPLOI:

- Un poste de direction dans le personnel responsable de l'ACBA.
- Répondre aux enquêtes sur la faim de la part des médias, des gouvernements et d'autres organisations ou individus.
- Elabore la position de l'ACBA sur les différents enjeux, en collaboration avec les directrices et directeurs exécutifs des banques alimentaires.
- Dirige la recherche pour appuyer les positions sur lesquelles on fait enquête.
- Dirige des campagnes de collecte de fonds.

LA RÉMUNÉRATION:

Il s'agit d'un poste contractuel comportant une échelle de salaire allant de 35 000 \$ à 50 000 \$.

LES QUALIFICATIONS:

- Un degré élevé confirmé de capacité de communication dans tous les médias.
- Une connaissance approfondie du système des banques alimentaires.
- Une expérience confirmée dans un poste de direction d'une banque alimentaire ou d'une entreprise analogue.
- Un bilinguisme courant permettant de parler et d'écrire en français et en anglais.
- Une expérience de travail avec des bénévoles.
- Être prêt(e) à voyager et à travailler à des heures irrégulières.

Les candidates et candidats intéressés devraient envoyer leur curriculum vitae et des échantillons de documents écrits en français et en anglais à l'Association canadienne des banques alimentaires, bureau 600, 4711, rue Yonge, Willowdale, Ontario M2N 6K8.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
SERVICE DE L'INFORMATIQUE

Corporation ayant son siège social à Montréal et possédant divisions américaines (chiffre d'affaires annuel combiné de 60 \$ millions) recherche une personne dynamique et bilingue pour occuper le poste de Directeur administratif pour son Service de l'Informatique.

Le candidat, qui sera responsable de la conception, de l'implantation et du suivi des programmes ainsi que de la formation et du soutien des utilisateurs, devra posséder les compétences suivantes: bacc. en informatique, 4 à 5 années d'expérience en conception et programmation dans le secteur manufacturier et financier, connaissance du COBOL, Lotus 1-2-3, dBase III, WordPerfect 5.1, Cadkey, Autocad (U.S.A.) et ordinateurs personnels. Aptitudes en communications, respect d'échéances et initiative sont des atouts précieux. Rémunération 35K + selon expérience. Avantages sociaux intéressants. Veuillez faire parvenir votre C.V. avant le 31 janvier 1992 à:

LA PRESSE, Ref.: 30025
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal (Québec)
H3C 3E3

PLUS DE 3 000 POINTS
OFFERTS, CETTE SEMAINE,
DANS LA PRESSE

Si vous êtes membre du CLUB,

entrez le code suivant:

19746393

Simon, composez, à Montréal, le 251-8688
ou, sans frais, le 1 800 563-8688.

CLUB Multi points

La Presse



LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL RECHERCHE

POUR LA NOUVELLE «ÉCOLE DES MÉTIERS DE L'AÉROSPATIALE DE MONTRÉAL»

une DIRECTRICE ou un DIRECTEUR POSTE TEMPS PLEIN, MANDAT DE 3 ANS RENOUELABLE.

Responsabilités:

- En collaboration avec le comité tripartite d'implantation, superviser toutes les opérations nécessaires à la réalisation de l'École
- Gérer l'ensemble des programmes et des ressources de l'École aux plans administratif et pédagogique
- Présider le comité consultatif de gestion et la commission consultative pédagogique de l'École et assurer la réalisation de leurs mandats
- Agir comme porte-parole de l'École et établir des relations de partenariat avec l'industrie aérospatiale, les diverses instances gouvernementales ou tout autre organisme susceptible d'avoir des liens avec l'École
- Assurer des services de formation de qualité conformément aux normes du ministère de l'Éducation du Québec, de la Commission des écoles catholiques de Montréal et de l'industrie de l'aérospatiale

Qualifications:

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié
- Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministère de l'Éducation
- Huit (8) années d'expérience pertinente dont trois (3) en formation professionnelle

Connaissances et habiletés spécifiques:

- Connaissance d'un secteur industriel et de son organisation. La connaissance de l'industrie aérospatiale et de ses normes élevées de fabrication serait un atout
- Connaissance fonctionnelle de l'anglais
- Capacité d'oeuvrer dans un environnement de partenariat avec l'industrie et les instances gouvernementales
- Leadership, habiletés relatives aux processus de gestion, communication appropriée aux situations

Échelle de traitement:

Selon le Règlement sur les conditions d'emploi des directrices et des directeurs d'école des commissions scolaires pour catholiques (47 763* à 63 290* au 1er juillet 1991)

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae et y joindre copie de leurs qualifications avant le 22 janvier 1992, 16 h à l'adresse suivante:

Sylvie Glen-Bédard, conseillère cadre
Service des ressources humaines
3737, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H1X 3B3

La C.E.C.M. souscrit au principe d'égalité des chances dans l'emploi. Un programme d'accès à l'égalité pour les femmes est appliqué.



COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
Ville Sainte-Catherine
Longueuil
(514) 638-1282

ENSEIGNANT(E)S

Le collège Charles-Lemoyne, établissement privé d'enseignement secondaire sur la rive-sud de Montréal, est à la recherche d'enseignant(e)s pour les matières suivantes:

Mathématiques 1^{re} et 2^e secondaire (1 poste)
Français 1^{er} cycle (connaissance de l'informatique) (2 postes)

Il s'agit de postes de remplacement à long terme et à temps plein.

Les candidat(e)s sont prié(e)s de faire parvenir leur curriculum vitae par FAX (514) 638-5975 le plus tôt possible ou de communiquer avec Madame Nadia Cadi au 638-1282, poste 122.

L'associé de la Famille

3507, Marie-Victorin, Ville Sainte-Catherine, (Qc) J0L 1E0



IMMUNOCORP

REPRÉSENTANT(E) TÉLÉMARKETING

La société IMMUNOCORP, chef de file de l'industrie des tests diagnostiques et des produits de recherche, est à la recherche d'un(e) représentant(e) dont la tâche consistera à vendre par téléphone aux professionnels oeuvrant dans le domaine diagnostique et de la recherche.

Bilingue, vous possédez un diplôme en sciences et avez au moins une année d'expérience pertinente en vente par téléphone. La connaissance du programme Télémagic serait un atout.

IMMUNOCORP offre un programme de rémunération concurrentiel et novateur ainsi qu'un plan de carrière à long terme.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

Madame Josette Poliquin
Immunocorp
5800, Royalmount
Montréal, Québec
H4P 1K5

ASSOCIÉ(E) DE RECHERCHE en conception et fabrication mécanique

La personne recherchée doit posséder une expérience industrielle de 3 à 10 ans dans le domaine du design et de la fabrication mécanique. La connaissance des standards et procédés de fabrication ainsi que des matériaux métalliques et plastiques est essentielle.

Le (la) candidat(e) doit détenir, soit un diplôme d'ingénieur en mécanique, soit un diplôme en design industriel ou une formation et/ou une expérience équivalente.

La personne sélectionnée travaillera avec l'équipe de recherche à la conception d'une nouvelle orthèse.

Salaire à discuter selon l'expérience.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 24 janvier 1992 à:

Dr Jean Dansereau, Ph.D.
Département de génie mécanique
École Polytechnique de Montréal
Case postale 6079, succursale «A»
Montréal (Québec)
H3C 3A7



CIBA-GEIGY

Chef, coordination de la production

La science au service des hommes et des femmes... en médecine, dans l'industrie et dans les foyers.

En poste à Montréal, vous relèverez du directeur de la planification, de l'information et du contrôle, et votre mandat consistera à gérer l'approvisionnement des produits pour la Division Automédication. Votre autorité s'étendra à la gestion du niveau des produits finis, des stocks et de l'optimisation des coûts de production de chaque produit, tout en assurant un service à la clientèle impeccable. Vous accomplirez ces tâches en établissant des communications efficaces avec le service des ventes et du marketing ainsi qu'avec les fournisseurs de la Division.

À votre expérience à un poste lié à la gestion de matériel ou à la logistique dans un milieu de soins de santé ou de biens de consommation conditionnés s'ajoutent de solides aptitudes pour la communication (tant en anglais qu'en français), la résolution de problèmes et la gestion de procédé. Enfin, vous adorez travailler en toute autonomie dans un contexte dynamique et êtes en mesure d'établir des objectifs prioritaires.

Nous offrons un salaire concurrentiel et d'excellents avantages sociaux. Pour postuler, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, au plus tard le 27 janvier 1992, en indiquant le numéro de concours 896, au :

**Directeur des ressources humaines
CIBA-GEIGY Canada Ltée
6860, avenue Century
Mississauga (Ontario) L5N 2W5**

Les agences sont priées de s'abstenir

CIBA-GEIGY offre des chances d'emploi égales à tous



TECHNICIENNE OU TECHNICIEN ENTRETIEN INSTRUMENTATION ET CONTRÔLE

CONCOURS: 92-01 / 01

Hydro-Québec, dans le cadre de son programme d'accès à l'égalité, est particulièrement intéressée à recevoir des candidatures féminines.

(Appel de candidatures en vue de créer une banque de réserve)

FONCTIONS:

- Participer à l'exécution des différents travaux nécessaires à l'entretien de l'instrumentation et des appareils de contrôle d'une centrale nucléaire.
- Faire le dépannage et l'étalonnage des instruments de mesure et de contrôle tels que: température, pression, débit niveau, vibration, etc.
- Effectuer la mise au point des analyseurs chimiques en ligne.
- Relayer et signaler des erreurs ou des contradictions sur des équipements ou des systèmes, les corriger ou recommander des solutions.

EXIGENCES:

- Posséder un D.E.C. en électrotechnique avec spécialité en instrumentation et contrôle ou en électronique.
- Accepter de travailler sur des quarts complets en rotation parfaite.
- Avoir de la langue française une connaissance appropriée à cette fonction.
- Être apte à détenir une bande verte en radioprotection.

LIEU DE TRAVAIL: Région Mauricie

N.B.: Les personnes intéressées devront se procurer un formulaire de demande d'emploi en se présentant au Bureau d'emploi régional, 505, des Forges, Trois-Rivières ou en téléphonant au numéro (819) 372-3903 ou 1-800-465-4581.

La date limite du concours est le 22 janvier 1992.

HYDRO-QUÉBEC

Bureau d'emploi
505, des Forges
Trois-Rivières (Québec)
G9A 2H6



Représentants(es) Des Ventes

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante est une organisation d'action politique, non-partisane et pro-active, représentant les petites et moyennes entreprises (PME) auprès des différents paliers de gouvernements. La FCEI est le chef de file canadien parmi les associations d'affaires du pays avec plus de 83 000 entreprises-membres.

Nous vous offrons l'occasion d'une carrière permanente et unique en vente et représentation à l'intérieur d'un territoire exclusif. La rémunération sous forme de commissions hebdomadaires et de généreux bonus incitatifs intéressera ceux et celles qui recherchent une carrière lucrative et remplie de défis. Nous offrons en plus des avantages sociaux compétitifs.

Nous avons un poste vacant pour une personne dynamique et entreprenante pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Votre formation complète sera assurée par notre gérant régional. Il sera préférable, quoique non nécessaire d'avoir de l'expérience en vente d'intangible. Nous recherchons une personne possédant une belle personnalité, sachant s'exprimer avec facilité et pouvant travailler indépendamment pour recruter des membres.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae confidentiel au: Vice-président, Services extérieurs, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, 4141, rue Yonge, Willowdale, Ontario M2P 2A6.

CARRIÈRE EXCEPTIONNELLE

Compagnie d'ENVERGURE INTERNATIONALE est à la recherche de personnel pour faire carrière dans le DOMAINE FINANCIER pour les régions Montréal et Rive-Sud.

NOUS OFFRONS:

- Un minimum de 500\$ et PLUS par semaine + BONIS
- FORMATION complète à nos frais
- Excellents avantages sociaux.

Contactez: Jacinthe Michaud au (514) 465-7342, 861-0613 entre 9 h et 16 h.

REPRÉSENTANT(E)S

recherché(e)s pour compléter notre équipe des ventes dans la télécommunication:

- BAC / DEC en marketing;
- Expérience en télécommunication serait un atout;
- bilingue;
- rémunération 40 à 80 000\$

TELOSystème inc.
1880, rue Centre
Montréal H3K 1H9
Tél.: 877-3100

UNE SEMAINE GRATUITE GUIDE DE RECHERCHE D'EMPLOI!

Avez-vous l'impression d'aller nulle part avec votre recherche d'emploi?

Nous vous offrons une approche efficace, dans un cadre professionnel, avec tous les outils, ressources et aides nécessaires quotidiennement.

Trouvez votre prochain emploi *plus rapidement!*

Appelez-nous pour une entrevue au 733-1019. Pour une période limitée seulement, nous offrons une SEMAINE D'ESSAI GRATUITE aux candidats qualifiés. Vous pourrez ainsi constater que notre approche peut vous aider!

PLACES LIMITÉES - COMPOSEZ DÈS MAINTENANT LE 733-1019

Le Centre de Ressources pour Cadres
6900 boul. Décarie, bureau 341

Publicité confidentielle

Notre client, un fabricant de matériel d'emballage axé sur la vente, désire combler le poste suivant dans son bureau de Montréal:

Représentant(e) des ventes Emballage industriel

À ce poste, vous assurerez la commercialisation d'une gamme complète de produits d'emballage auprès d'une diversité de clients oeuvrant dans les secteurs agricole, secondaire et des ressources. Votre territoire englobera le Québec et l'est de l'Ontario.

Pour réussir dans ces fonctions, vous devez posséder de l'expérience dans le domaine de la vente industrielle. Par ailleurs, une formation en marketing au niveau du Cégep serait souhaitable. De fortes aptitudes pour la communication et les présentations de même qu'une attitude professionnelle quant à la vente sont essentielles.

Cette excellente occasion de carrière comporte des possibilités d'avancement, un salaire concurrentiel, des avantages sociaux et une voiture de location.

Pour postuler, faites parvenir votre curriculum vitae à l'adresse ci-dessous, en prenant soin de citer le numéro de dossier TA0462 et d'indiquer le nom des sociétés auxquelles nous ne devons pas faire parvenir votre curriculum vitae. Toutes les personnes qui poseront leur candidature recevront un accusé de réception du client.



Communications en
ressources humaines
Publicité confidentielle
63, rue de Breslows
Montréal (Québec) H2Y 1V7

HITACHI

Directeur régional (Vente technique) pour la province de Québec et les Maritimes

PRODUITS: Appareils de diffusion et de vidéo professionnels, CCTV, équipement de test et de mesure.

EXIGENCES: — Au moins 3 ans d'expérience en vente;
— Connaissance des marchés professionnels et de la diffusion;
— Maîtrise du français et de l'anglais.

RÉMUNÉRATION: Salaire de base concurrentiel, commission, primes, allocation de voiture et gamme complète d'avantages sociaux.

Discretion assurée. Veuillez faire parvenir votre C.V. en précisant vos attentes salariales à:

M. Robert Sullivan
Directeur général
Hitachi Denshi Ltée (Canada)
8096, Transcanadienne
Saint-Laurent, Québec
H4S 1M5

«TÉLÉCOMMUNICATIONS CABLE & WIRELESS» membre du groupe «Cable & Wireless Worldwide Communications», est présentement à la recherche de:

- Préposé(e) Service à la clientèle
- Technicien(ne) en télécommunications
- Commis de bureau

EXIGENCES:

- Expérience en téléphonie pré-requis
- Bilinguisme essentiel

Nous offrons:

- Salaire compétitif, selon expérience
- Bonne gamme d'avantages sociaux
- Une équipe des plus dynamiques

Toute personne intéressée, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

M. Paul Luca
2555, Halpern
St-Laurent (Québec)
H4S 1N9
FAX: (514) 337-8083

REPRÉSENTANT(E) EN ARCHITECTURE

Notre entreprise, distributeur de matériaux de construction, située sur la Rive-Sud de Montréal est à la recherche d'un(e) représentant(e) qui aura pour fonctions:

- spécifications de produits sur les plans;
- suivi des projets auprès des architectes;

Le ou la candidat(e) devra remplir les exigences suivantes:

- un D.E.C. en technique en architecture;
- expérience dans le domaine architectural;
- facilité à communiquer en français et en anglais.

Nous offrons un salaire selon l'expérience et de bons avantages sociaux.

Faites parvenir votre C.V. au plus tard le 22 janvier 1992 à:

La Presse, Réf.: 30024
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal, Québec
H3C 3E3

REPRÉSENTANT(E)

Notre entreprise, fabricant de moule métallique, située sur la Rive-Sud de Montréal est à la recherche d'un(e) représentant(e) auprès des détaillants de matériaux de construction. Ce poste est à combler immédiatement.

Le ou la candidat(e) devra remplir les exigences suivantes:

- expérience pertinente en tant que représentant(e) dans le domaine des matériaux de construction;
- un D.E.C. en technique en architecture serait un atout;
- facilité à communiquer en français et en anglais.

Nous offrons un salaire selon l'expérience et de bons avantages sociaux.

Faites parvenir votre C.V. au plus tard le 22 janvier 1992 à:

La Presse, Réf.: 30023
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal, Québec
H3C 3E3

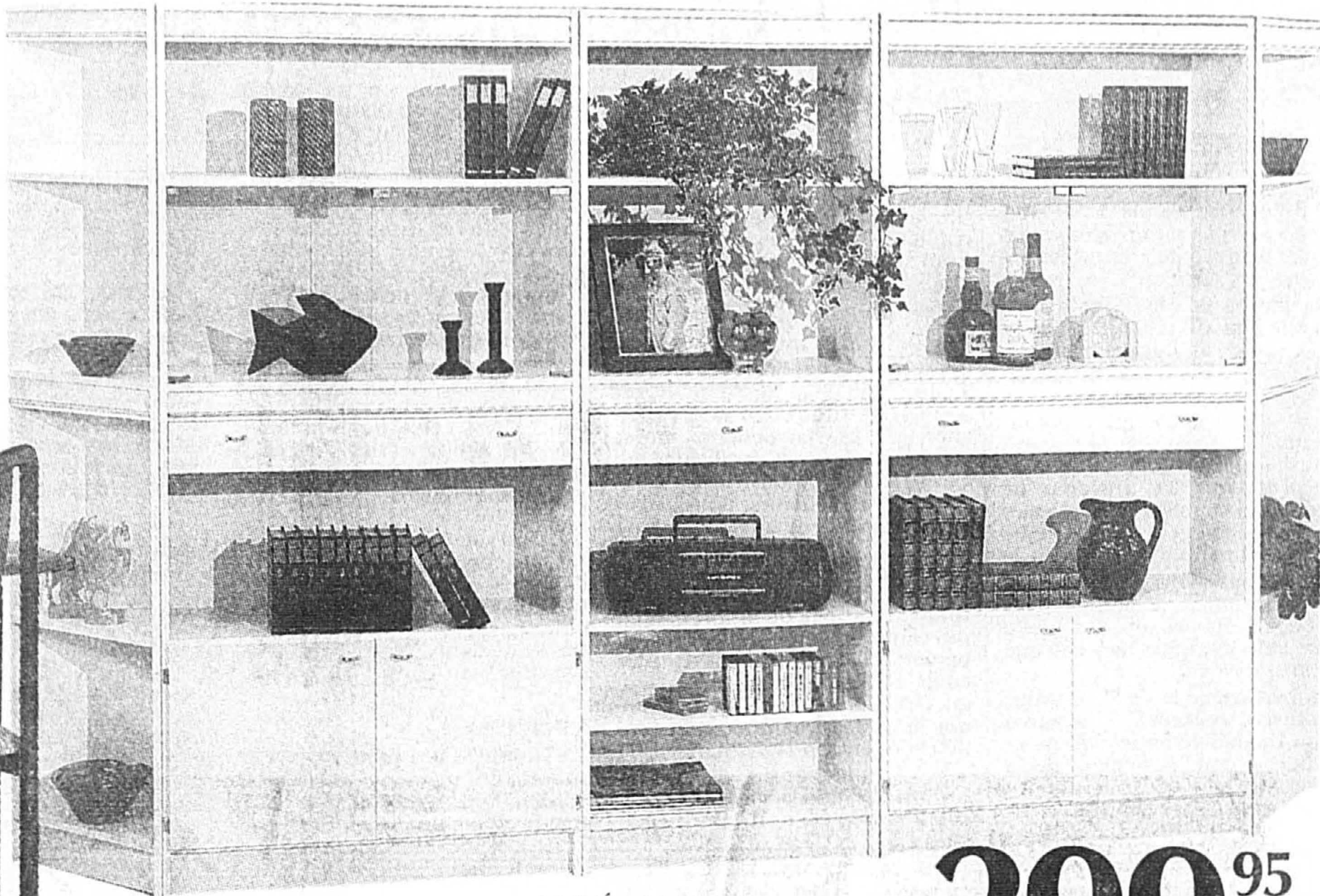
VENTE
SE TERMINE
LE 18 JANVIER

499⁸⁵

ENSEMBLE DINETTE
incluant Table et
Quatre Chaises
Rég. 629,80

SEREDA
Table de Frêne Noir
133L x 85P x 72Hcm
(52,25 x 33,5 x 28,25")
avec Extension
194cm (76,25")

CHAISES 1072
Laquées Noires
avec Dossier
96Hcm (37,75")



249L x 28,5P x 179,25Hcm
(98 x 11,25 x 69")

UNITÉ MURALE 080 Rég. 529,90
Fini Blanc, avec Portes, Tiroirs
et Tablettes Ajustables! Idéal pour
beaucoup de rangement.

399⁹⁵

Ensemble Table Marbre
CLARA et VERRE
Dessus Rectangulaire
sur Bases CLARA
176L x 40P x 70Hcm
(69 x 15,75 x 27,5")

799⁹⁵

Rég. 1029,60
ENSEMBLE MARBRE et VERRE
incluant les Quatre Chaises

59⁹⁵ COMMODE 3 Tiroirs 663
Noir/ Tiroirs Rouges 70Hcm (27,5")

59⁹⁵
ARMOIRE 2 Portes 662
Laque Noir 70Hcm (27,5")

ARMOIRE 2 Portes 665
avec Tiroirs
88Hcm(34,75")

69⁹⁵

99⁹⁵
UNITÉ VIDÉO SETTE 10
Dessus Laqué Blanc
avec Roulettes
94L x 45,5P x 56,5Hcm
(37,5 x 17,5 x 22,25")

89⁹⁵ COMMODE 4 Tiroirs
MERRICK Laque Blanche
76L x 40P x 75Hcm
(30 x 15,25 x 29,25)

CHAISES
HAMPTON 1073
Laque Blanche avec
Dossier
100Hcm (39,25")

festival D'HIVER

Spéciaux

PLUS DE 1000
ARTICLES À
PRIX RÉDUIT

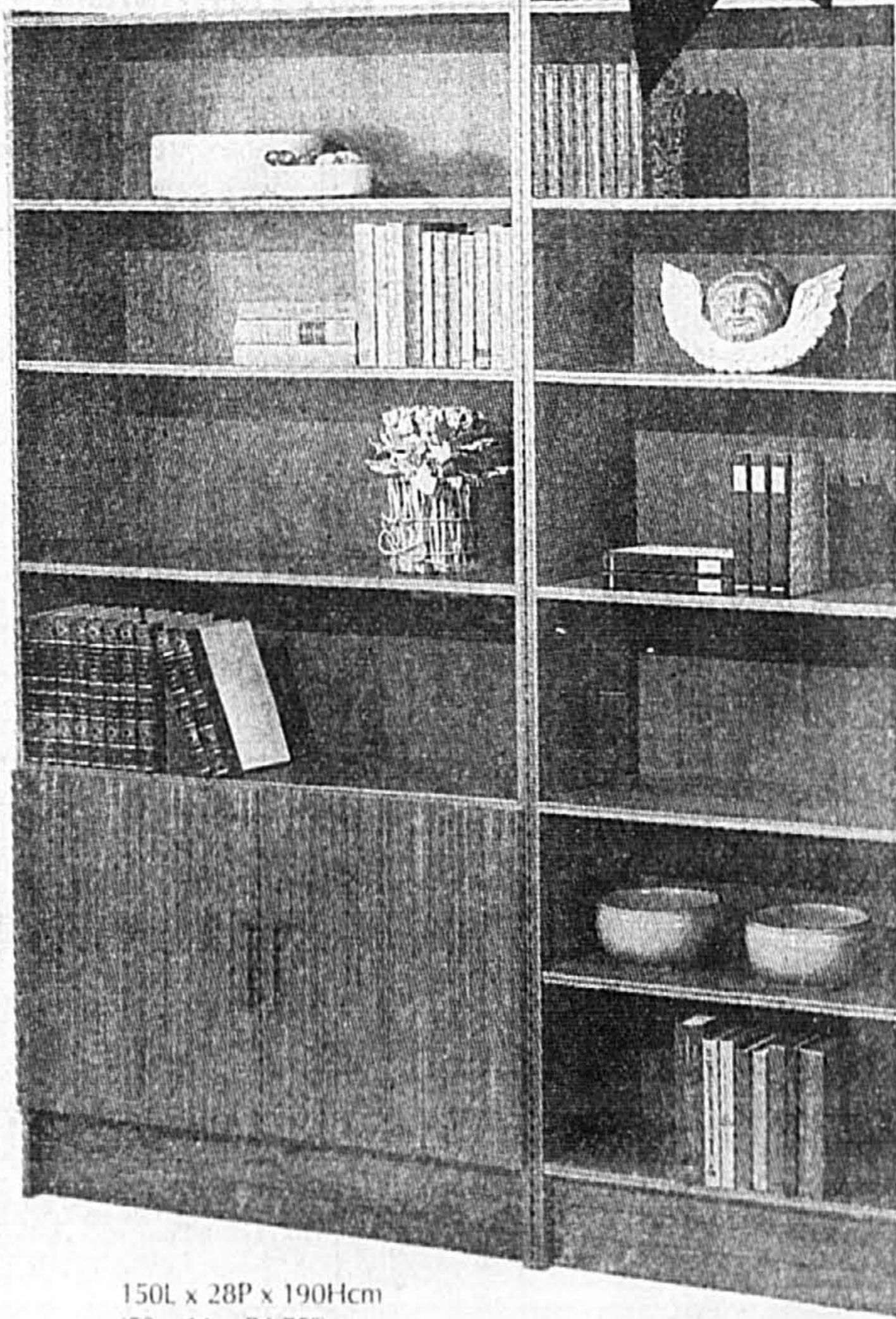
ARTICLE	REG.	COUR.
5316 TORSI Table de Chevet en Teck, 1 Tiroir	194,90	139,95
5365 TORSI Etagère Haute en Teck Avec 3 Tiroirs	409,90	319,95
DEGAN Lit Superposé en Chêne, Echelle, Barre De Sureté	564,95	249,95
5517 TORSI Armoire en Teck	749,95	499,95
6000 Unité Murale avec Portes	289,85	179,85
CHIMO 290/296	339,90	149,90
Commode À 6 Tiroirs. Laque Blanche		
CILIE Etagère. Laquée Blanche Tablettes Ajustables	139,95	99,95
6000 Meuble Bas Noir avec Tiroirs	154,90	90,90
HM1818-9 Etagère Basse, Noire Avec Moulure en Hêtre	99,95	59,95
SLAPPER Chaise Longue, Chintz Noir, Bras en Bois Laminé	229,95	159,95
SEIBEN Causeuse en Rotin, Noir ou Naturel	464,95	299,95
PF BUTLER Table D'Appoint Blanche, Dessus Rond	79,95	39,95
42 Table À Café en Teck Carre, Bordure en Teck massif	249,95	229,95
46 Table De Bout en Teck Carre, Dessus en Marqueterée	199,95	179,95

Quantités limitées pour certains articles. Offre valable pour un temps limité seulement.

ARTICLE	REG.	COUR.
SETTE 25 Meuble vidéo, Fini Alkorcel Blanc	59,95	49,95
5367 TORSI Meuble Pour Télé Portes Plantes, Très Profond	749,95	399,95
2007 Chaise Blanche Dossier Haut En Bois Massif	239,95	129,95
2007 Chaise Noire Au Fini Laqué Noir	259,95	139,95
PETRA Table De Chevet Frêne Teint Noir	194,95	119,95
5814 Commode Double En Teck 6 Tiroirs Profonds	324,95	279,95
5810 Garde-Robe Fini Noir	249,95	199,95
NIELS Miroir Pivotant en Pin	129,95	79,95
NIELS Pupitre/Coiffeuse en Pin massif	439,95	349,95
AVATAR 1218 Etagère Haute Fini Laque Gris Charbon	294,95	129,95
SIMONE Buffet Laqué Blanc 3 Portes, 5 Tiroirs	499,95	349,95
RIVA Fauteuil Et Pouf en Cuir Noir, Pivotant Inclinable	499,95	329,95
2874 Table en Acajou Bordure Noire	244,95	159,95
ROMEO Teck Commode Monsieur 884,95	884,95	399,95
Porte avec 5 Tiroirs		

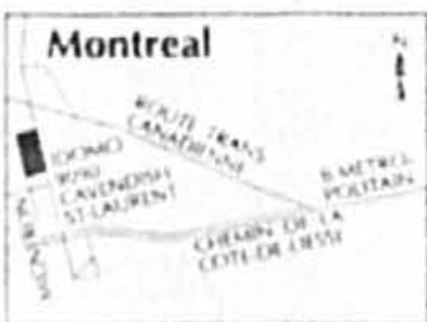
BIBLIOTHÈQUE
FA 500
Placage de Teck,
Tablettes
Ajustables,
Portes
Rég. 449,85

299⁹⁵



150L x 28P x 190Hcm
(59 x 11 x 74,75")

idomo
MEUBLES LTEE



MONTREAL
9090 Cavendish (514)735-6425
Lun à Mer 10h30-18h
Jeu, Ven 10h30-21h
Samedi 9h-17h